

Déclaration conjointe de 2018 des conférences épiscopales sur la justice climatique

L'appel suivant est lancé par les dirigeants de l'Église des groupements continentaux des conférences épiscopales. Il s'adresse aux dirigeants et aux représentants des gouvernements et leur demande de travailler à une mise en œuvre ambitieuse de l'Accord de Paris pour les peuples et la planète. En particulier, nous demandons un sommet COP24 (à Katowice, en Pologne, en décembre 2018) capable de marquer un tournant dans la voie tracée en 2015 à Paris.

Face à l'urgence croissante de la crise écologique et sociale actuelle, en nous inspirant et en tirant parti du travail accompli sur le terrain ces trois dernières années par tant d'acteurs courageux du monde entier, au sein de l'Église catholique et au-delà, pour promouvoir et « vivre » les messages portés par l'encyclique *Laudato Si'*¹, **nous appelons à prendre des mesures ambitieuses et immédiates pour combattre et surmonter les effets dévastateurs de la crise climatique.** Ces actions doivent être prises par la communauté internationale à tous les niveaux : par les personnes, les communautés, les villes, les régions et les nations.

Nous avons entendu « *le cri de la terre et le cri des pauvres* ». Nous avons écouté l'appel du Saint-Père, le Pape François, et nous tenons à manifester notre solidarité avec nos frères Évêques qui ont déjà pris position contre l'utilisation et l'exploitation illimitées et dangereuses des ressources de notre mère la Terre ainsi que de nos modèles de développement actuels, soutenus par des institutions et des systèmes financiers qui font passer la vie, la communauté, la solidarité et le bien-être sur terre après le profit, la richesse et une croissance effrénée. **Nous devons être prêts à procéder à des changements rapides et radicaux (LS 171) et à résister à la tentation de rechercher à court terme des solutions purement technologiques à notre situation actuelle, sans traiter les causes profondes et les conséquences à long terme.**

Notre appel est basé sur les principes suivants :

- **Urgence** : « *Le temps est un luxe qui ne nous est pas donné.* »². Grâce à la recherche et aux données scientifiques, l'opinion publique prend de plus en plus conscience qu'il n'y a pas de temps à perdre. Nous souhaitons traduire cette urgence en plans concrets s'orientant vers un partage équitable des ressources et des responsabilités, où les grands émetteurs assument leurs responsabilités politiques et respectent leurs engagements en matière de financement climatique. « *Des symptômes*

¹ Lettre encyclique *Laudato Si'* du Saint-Père François sur la sauvegarde de notre maison commune. 24 mai 2015, http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html

² Conférence *Laudato Si'* : *Sauver notre maison commune et l'avenir de la vie sur terre* (Rome, 5-6 juillet 2018) <http://laudato-si-conference.com/>

d'un point de rupture semblent s'observer, à cause de la rapidité des changements et de la dégradation. » (LS 61)

- **Justice intergénérationnelle :** « *Les jeunes nous réclament un changement* » (LS 13). Leur avenir est gravement menacé et notre génération n'en fait pas assez pour leur laisser une planète en bonne santé. Manquer ainsi de vision est une injustice inacceptable. « *[En conséquence, la solidarité entre générations n'est pas une option], mais une question fondamentale de justice, puisque la terre que nous recevons appartient aussi à ceux qui viendront.* » (LS 159)
- **La dignité humaine et les droits,** en particulier des plus vulnérables, doivent toujours être au centre du programme sur le climat. Dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les droits de l'homme doivent être efficacement protégés, respectés et défendus, tant dans les politiques nationales que sur le terrain. Les gouvernements devraient montrer leurs efforts dans ce sens dans leurs Contributions prévues déterminées au niveau national et dans leurs choix de financement pour l'adaptation et la résilience.

Par conséquent, nous demandons des politiques qui incluent et reconnaissent les appels et les éléments suivants :

- **1,5°C pour rester en vie :** nous avons le devoir moral de maintenir le réchauffement climatique « bien en dessous de 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels », comme convenu par les gouvernements dans l'Accord de Paris. Le Pape François nous a dit : « *Comme nous le savons, nous sommes [tous] frappés par les crises climatiques. Toutefois, les effets du changement climatique ne sont pas distribués de façon uniforme. Ce sont les pauvres qui souffrent davantage des dévastations du réchauffement mondial [...] Un grand nombre de ceux qui peuvent à peine se le permettre sont déjà contraints d'abandonner leurs foyers et de migrer dans d'autres lieux, sans savoir comment ils seront accueillis*³. Des millions de migrants suivront. Une transition écologique juste et équitable, comme l'exige l'Accord de Paris, est une question de vie ou de mort pour les pays vulnérables et les personnes vivant dans les zones côtières.
- **Nous avons besoin d'un changement profond et durable vers des modes de vie durables** et de choix politiques audacieux qui pourraient soutenir ces efforts pour lutter contre la surconsommation et réduire radicalement l'empreinte écologique au niveau individuel et communautaire⁴. « *Toutes ces actions présupposent une transformation à un niveau plus profond, c'est-à-dire un changement de cœurs, un changement de consciences.* »⁵

³ http://w2.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2018/june/documents/papa-francesco_20180609_imprenditori-energia.html

⁴ « *Dans ce cadre, joint à l'importance des petits gestes quotidiens, l'amour social nous pousse à penser aux grandes stratégies à même d'arrêter efficacement la dégradation de l'environnement et d'encourager une culture de protection qui imprègne toute la société.* » (LS 231)

⁵ http://w2.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2018/july/documents/papa-francesco_20180706_terzoanniversario-laudatosi.html

- **Les traditions et les connaissances spécifiques des communautés autochtones doivent être écoutées, efficacement protégées et préservées** : elles offrent des solutions précieuses pour le soin et la gestion durable des ressources naturelles. « *Nous sommes attristés de voir les terres des peuples autochtones expropriées et leurs cultures piétinées par des schémas prédateurs et par de nouvelles formes de colonialisme, alimentées par la culture du gaspillage et du consumérisme.* »⁶ Les fausses solutions qui utilisent les ressources naturelles comme marchandises (comme les grandes centrales hydroélectriques, les agrocarburants ou les cultures commerciales) au détriment des droits des communautés autochtones ne peuvent être défendues.
- **Un changement de paradigme financier est nécessaire.** « *Les institutions financières elles aussi ont un rôle important à jouer, faisant partie tant du problème que de sa solution.* »⁷ Il est à présent nécessaire et urgent de mettre en place un système de transparence, d'efficacité et d'évaluation conforme, entre autres, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Accord de Paris, et de réglementer les marchés financiers conformément à ces cadres mondiaux. Nous appelons à une finance qui serve la société, qui renforce les communautés et qui favorise l'intégrité, l'égalité et la justice.
- **Le secteur de l'énergie doit être transformé** : nous réitérons notre appel urgent à « mettre un terme à l'ère des combustibles fossiles »⁸ grâce à une transition rapide vers une économie reposant sur les énergies renouvelables, puisque les scientifiques nous ont appris que la plupart des réserves de combustibles fossiles doivent rester souterraines. Pour cela, il est nécessaire de supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles et d'éloigner les investissements des compagnies qui continuent d'exploiter de nouvelles réserves d'une manière incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse des températures. Parallèlement, des efforts ambitieux sont nécessaires pour garantir une transition juste dans laquelle les travailleurs des industries concernées soient soutenus et les investissements orientés vers le soutien des systèmes d'énergies renouvelables. Construire des systèmes énergétiques sûrs, abordables, fiables et efficaces basés sur des sources d'énergie renouvelable, qui répondent aux besoins de développement des communautés, peut aider à lutter contre la pauvreté, les inégalités et la dégradation de l'environnement.
- **Nous devons repenser le secteur agricole.** L'agriculture devrait poursuivre sa fonction fondamentale consistant à fournir des aliments sains et nutritifs et à les rendre disponibles et accessibles à tous, contribuant ainsi à éliminer la faim dans le monde. L'agriculture ne devrait pas être utilisée pour son seul potentiel de captage du carbone ni pour favoriser les intérêts des grandes entreprises au détriment d'agriculteurs pauvres et de la santé de la population. L'agroécologie devrait être spécialement encouragée en tant que pratique particulièrement adaptative et résiliente, surtout pour les petits exploitants agricoles, et en tant que modèle garantissant le bien-être des hommes, des communautés plus fortes et le respect de l'environnement.

⁶ Synode des Évêques, [Amazonie : Nouvelles voies pour l'Église et pour une écologie intégrale](#), 8 juin 2018.

⁷ http://w2.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2018/july/documents/papa-francesco_20180706_terzoanniversario-laudatosi.html

⁸ Appel des Évêques du monde entier aux négociateurs de la COP21, octobre 2015 : <https://www.cidse.org/newsroom/press-release-catholic-church-worldwide-calls-for-urgent-climate-action-and-for-a-major-break-through-at-the-cop-21-paris-conference.html>.

Les points mentionnés ci-dessus sont également au cœur des nombreuses actions menées par la vaste communauté catholique pour mettre en pratique la vision de *Laudato Si'* et l'Accord de Paris. Nous renouvelons notre engagement à prendre des mesures audacieuses pour vivre le changement que nous demandons au sein de nos institutions. Nous croyons fermement que cette conversion écologique est aussi un défi spirituel. Nous encourageons toutes les initiatives au sein et au-delà de l'Église catholique qui, déjà, témoignent qu'un mode de vie plus durable est possible, réalisable et plus juste. Enfin, cela est essentiel à la survie du genre humain.

Signé par

Exc. M^{gr} Angelo Cardinal Bagnasco
Archevêque de Gênes et Président de la CCEE

S. Exc. M^{gr} Oswald Cardinal Gracias
Archevêque de Mumbai et Président de la FABC

S. Exc. M^{gr} Rubén Cardinal Salazar Gómez
Archevêque de Bogota et Président de la CELAM

S. Exc. M^{gr} Peter Loy Chong
Archevêque de Suva et Président de la FCBCO

S. Exc. M^{gr} Jean-Claude Hollerich
Archevêque de Luxembourg et Président de la COMECE

S. Exc. M^{gr} Gabriel Mbilingi
Archevêque de Lubango et Président du SECAM



Written in collaboration with the Catholic networks Caritas Internationalis, CIDSE and the Global Catholic Climate Movement